

A paraître en novembre 2005

Entre Europe et Méditerranée. Les défis et les peurs

Sous la direction de Paul Sant Cassia et de Thierry Fabre

Entre Europe et Méditerranée

Actes Sud/ MMSH

Collection « Etudes méditerranéennes »

Dirigée par Robert Ilbert

Ouvrage publié avec le concours de la Commission européenne (DG Recherche), dans le cadre du Réseau thématique des centres de recherche en sciences humaines sur l'ensemble euro-méditerranéen (REMSH), coordonné par la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH).

Introduction

Par Paul Sant Cassia et Thierry Fabre

Le monde de l'après 11 septembre (New York) et de l'après 11 mars (Madrid) semble avoir profondément changé. Un climat de guerre, de tension, de menace et de peur s'est progressivement instauré. Il contraste singulièrement avec le climat de confiance, de paix et d'espérance en un « Nouvel ordre international » né après la chute du mur de Berlin en 1989.

Ce changement de climat international signifie-t-il un changement d'époque ? Que se passe-t-il exactement sous nos yeux ? Nous avons bien du mal à y voir clair et à comprendre le monde tel qu'il va.

Les différences de réactions entre les Etats-Unis de l'après 11 septembre, qui ont choisi d'intervenir militairement en Afghanistan puis en Irak, et les réactions de l'Espagne, qui a au contraire choisi de rapatrier ses troupes d'Irak et de lancer, en lien avec l'ONU, une initiative sur « l'alliance des civilisations », témoignent d'un tout autre rapport au monde.

Côté américain, la peur, la menace, l'insécurité, la guerre contre le terrorisme, alors que côté espagnol une toute autre expérience de la violence intérieure lui a fait privilégier des réponses qui ne sont pas d'abord militaires ou sécuritaires.

Ce livre, « Les défis et les peurs », explore d'une certaine façon la voie espagnole. Il tente d'identifier les principaux défis qui caractérisent les relations entre Europe et Méditerranée, cette grande région du monde en voie de formation que les Etats-Unis, ardents défenseurs du « Grand Moyen Orient », ne souhaitent pas voir se former.

Né d'une rencontre qui s'est tenue à Durham en juillet 2004, et qui a rassemblé de nombreux spécialistes de cette région, ce livre ouvre de vastes perspectives et permet de se faire une idée beaucoup plus précise sur ces défis et ces peurs que l'on voit pointer à l'horizon des relations entre Europe et Méditerranée.

Les défis démographiques et migratoires, analysés dans le 1^{er} chapitre, sont sans doute ceux qui agitent le plus les sociétés et qui mobilisent des discours volontiers populistes et parfois haineux. Pourquoi ne pas regarder les choses en face et tenter de savoir, avec autant de précisions que possible, ce qui peut se passer sur le plan démographique dans les vingt ans à venir ?

C'est le choix serein du démographe Chris Wilson qui nous présente des tableaux, des courbes et des graphiques très explicites pour indiquer les grandes tendances, à partir notamment d'une analyse comparée de la pyramide des âges entre populations de l'Union européenne et populations des dix pays partenaires du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Ses conclusions sont simples, compte tenu notamment d'une forme de « super vieillissement » que l'Europe va connaître au milieu du XXI^{ème} siècle. Dans toute l'Europe, les dirigeants politiques ont déjà commencé à aborder un aspect de ce problème préoccupant concernant les déficits des caisses de retraites et de sécurité sociale, le plus souvent en proposant des plans d'action qui ne contribuent guère à apaiser l'inquiétude sociale de la population. L'Europe navigue entre Charybde et Scylla, entre l'âge avancé du départ à la retraite doublé de la privatisation des fonds de retraites (une perspective peu attrayante sur le plan personnel pour certains), et une inquiétude populaire (quoique généralisée et susceptible d'être dépassée) suscitée par l'immigration illégale, souvent attisée par des extrémistes politiques xénophobes qui trouvent un écho favorable en particulier au sein des couches sociales menacées par la mondialisation croissante de l'économie. Les conclusions de Wilson sont claires : il faut à tout prix que l'Europe aborde le problème structurel de sa population vieillissante, indépendamment des défis que pose l'immigration : « Les forces démographiques sous-jacentes à l'oeuvre suggèrent fortement que les mouvements migratoires vers les 25 pays de l'UE vont constituer un phénomène important et croissant. Etant donné l'histoire et la géographie que nous avons en commun, il paraît certain qu'une grande part de ces migrants proviendra des dix pays méditerranéens partenaires. La façon dont ce processus se met en place va jouer un rôle déterminant dans la nature des relations entre les pays du pourtour méditerranéen. »

Les pyramides des âges ne trompent pas, elles révèlent les écarts entre populations d'une rive à l'autre de la Méditerranée. Catherine Wihtol de Wenden, dans ces conditions, ne manque pas de s'interroger sur la politique européenne qui « se focalise sur le contrôle des frontières et la lutte contre l'immigration clandestine plutôt que de répondre à la question plus fondamentale qui est de savoir si l'Europe a besoin d'ouvrir ses frontières à l'immigration. »

Poser la question en termes de *besoins* migratoires d'un point de vue européen (même en le faisant de manière abstraite), plutôt qu'en termes d'idéologies nationales de plus en plus problématiques de fermeture, de contrôle, et selon les taxinomies légales de l'« autre », change profondément le point de départ de notre analyse. À tout le moins, cela pourrait contribuer à modifier notre façon actuelle, le plus souvent négative, de percevoir l'immigration. Cela montre aussi la nécessité pour les responsables politiques d'envisager plus sérieusement les différentes possibilités de faire face à la diminution catastrophique de la population européenne et à ses conséquences concernant le poids des contributions. La vision originelle d'un « modèle social européen », à distinguer d'un « modèle de l'économie de

marché» américain, ne pourra vraisemblablement être mise en œuvre sans repenser radicalement les catégories idéologiques héritées de l'État- Nation, selon lesquelles l'entité politique et l'entité culturelle doivent être identiques. De telles conceptions continuent non seulement à imprégner et à freiner l'intégration et la coopération européennes au niveau supra- national (politique), mais ont aussi tendance à saper les efforts mêmes des responsables politiques pour résoudre ces épineux problèmes démographique- économiques lorsque le spectre du désaccord social est brandi pour des raisons de stratégies politiques sub-nationales ou est empêtré dans les débats politiques nationaux. Il est paradoxal que la seule voie permettant de maintenir matériellement le modèle social européen doive passer par une *ouverture* à l'immigration, fait qui a caractérisé une grande partie de l'histoire des États-Unis et qui depuis a été renié dans sa patrie au nom de la « sécurité nationale ». Il va sans dire que le lien entre *immigration* et *imagination* (sociale) a besoin d'être radicalement *transformé* afin d'inventer et de concrétiser de futurs plans d'actions.

Mais nous en sommes encore bien loin aujourd'hui, avec notamment la mise en question du droit d'asile en Europe, qu'interroge ici Sylvie Mazzella. Elle souligne combien « la politique d'asile est le signe d'une mutation en cours, d'un tournant dans les rapports Nord-Sud, dans lequel les pays du Sud sont certes considérés dans une relation économique dissymétrique mais aussi comme partenaires politiques à part entière, responsables en partie (et sous réserve de compensation négociée) de leurs ressortissants émigrants ». L'Europe demande ainsi à ses partenaires du Sud d'exercer un contrôle de plus en plus répressif sur les populations migrantes qui traversent leurs territoires et qui désormais s'y installent en nombre croissant.

On observe ainsi, comme l'analyse Ali Bensaad, un déplacement de la frontière Sud de l'Europe jusqu'au Sahara.

La géographie des relations humaines, entre une rive et l'autre de la Méditerranée, est en effet en train de profondément se transformer : « si la Méditerranée est une ligne de faille entre l'Europe et son Sud, le Sahara fonctionne quant à lui comme une fracture, une réplique à cette faille, ramenée à l'intérieur des Sud de cette Europe. En somme, l'exacerbation des tensions sur la ligne de faille méditerranéenne génère une réplique qui accuse davantage encore la fracture saharienne. » Il se passe désormais sur cette frontière saharienne un ensemble de phénomènes humains extrêmement préoccupants que l'Europe délègue à ses « partenaires » maghrébins pour assurer le contrôle et la répression des migrations africaines. Cela va parfois jusqu'à la mise en place de camps de rétention dans le désert, ce qui devrait à tout le moins interroger « l'Europe démocratique ». Voilà un défi qui aujourd'hui n'est guère visible dans les capitales européennes et qui pour le moment ne fait pas vraiment débat. Puisse ce livre au moins contribuer à le faire émerger !

Les défis identitaires et culturels, étudiés dans le 2^{ème} chapitre, sont devenus majeurs dans les relations internationales aujourd'hui. Mais le plus souvent, ils sont appréhendés sous un mode émotionnel et largement médiatique qui fausse la perspective. Un regard distancié ou « déplacé », tel que le proposent deux ethnologues, permet de se faire une toute autre idée.

Maria Couroucli montre à propos du nationalisme, notamment à partir de l'exemple grec, combien ce regard a été construit au fil du temps et d'enquêtes de terrain parfois biaisées. Les représentations de l'Autre ne sont jamais données et il importe de les mettre à distance et de les « contextualiser » afin de comprendre comment elles ont été fabriquées par les différents acteurs.

Dionigi Albera se propose de « déplacer le regard » à propos de l'islam, compte tenu notamment de l'immense littérature actuelle qui tend à le stigmatiser et à l'essentialiser comme une religion et une culture menaçante voire « terroriste » ! Tout semble désormais rapporté à l'islam comme principal phénomène explicatif. Le temps est venu de dépasser le culturalisme et ce « malaise ressenti au voisinage de l'Islam », comme l'indiquait Claude Lévi-Strauss, qui n'échappait pas lui-même à certaines caricatures, comme d'ailleurs nombre d'anthropologues. D'autres chemins de la connaissance s'ouvrent, que ce soit dans une « perspective macro- analytique qui s'efforce d'échapper à l'eurocentrisme endémique », ou dans une perspective qui « part au contraire du local et arrive à démentir les postulats d'homogénéité, de cohérence et de fixité qui caractérisent la posture culturaliste ». Une invitation, en fin de compte, à *dé-couvrir* l'islam.

Abdou Filali-Ansary prolonge cette remise en question sur les « replis identitaires et les conflits de valeurs » et propose une autre lecture de l'histoire, notamment à partir de la « tradition humaniste dans le monde musulman ». Cette tradition, née dans les années 1920, a été, « il faut le rappeler, rapidement submergée par les courants nationalistes et intégristes, fort semblables au socialisme absolutiste ». Sortir de la polarité Islam/Occident ou Islam/modernité pour tenter de renouer avec l'universel ?

C'est sur un terrain moins philosophique et plus politique ou juridique que Daniel Meier interroge les questions d'identité. C'est à partir de « la figure de l'étranger » et du cas des palestiniens au Liban qu'il déplace notre regard pour tenter de comprendre comment au Liban, le « frère palestinien » a été tenu à l'écart, relégué aux marges de la société sans véritables droits. L'exemple du Liban à propos du statut de l'étranger palestinien donne un éclairage intéressant à propos du statut des étrangers en Europe. Ou comment s'essayer à la réciprocité des regards et des analyses...

Les défis politiques dans les relations entre Europe et Méditerranée, analysés dans le 3^{ème} chapitre, touchent en tout premier lieu au cas de la Turquie. Mais plutôt qu'une énième variation sur les positions des membres de l'Union européenne, il nous a semblé plus intéressant de renverser le regard et de voir comment les turcs, à partir de leurs « croyances et attitudes conservatrices », comme le propose Hakan Yilmaz, se représentent l'Europe. Il y a sans aucun doute dans la relation de l'Europe à la Turquie, et de la Turquie à l'Europe, une question majeure pour les années à venir. « Le scénario le plus optimiste pour résoudre les problèmes idéologiques de la Turquie en matière de démocratie et de liberté serait l'ouverture et le développement des négociations d'adhésion à l'Union européenne ». Alors que « dans le scénario plus pessimiste où les négociations seraient bloquées ou suspendues indéfiniment (...) le conservatisme nationaliste et l'isolationnisme s'en trouveraient renforcés. ». Compte tenu de la crise politique actuelle de l'Europe, il semble que ce soit plus un scénario pessimiste qu'optimiste qui prenne le pas.

Kalypso et Dimitri Nicolaïdis, dans une analyse en profondeur de « l'Europe au miroir de la Méditerranée », tentent de relever ces défis politiques. A partir d'une analyse critique du partenariat euro- méditerranéen comme « processus eurocentré », ils tentent de dessiner un ensemble régional euro- méditerranéen, « au-delà des civilisations », et donc bien loin d'un supposé clash entre Islam et Occident. « Nous avons besoin d'un agenda politique

véritablement post colonial pour le projet EuroMed», observent-ils au terme de leurs analyses, ce qui signifie notamment de « replacer la Méditerranée au centre du Partenariat Euro- Méditerranéen » et de rechercher les termes d'une « culture en partage », à travers notamment la nouvelle Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les civilisations.

Les défis géopolitiques appellent des réponses institutionnelles différenciées selon les acteurs, comme cela est analysé dans le 4^{ème} et dernier chapitre. C'est le cas notamment avec les Etats-Unis qui, comme l'analyse ici Martyn Bond, se sont lancés dans l'édification d'un « Grand Moyen Orient », cadre géopolitique et représentation stratégique qui correspond d'assez près à leurs intérêts dans la région. Les Européens ont quant à eux bien du mal à se situer dans cet ensemble qui n'est pas le leur et ils proposent des « définitions divergentes » de l'approche américaine.

Le partenariat euro- méditerranéen peut-il être une réponse adaptée ?

Jean Robert Henry s'interroge : « l'élargissement vers le Sud » serait-il un « scénario alternatif d'un partenariat en crise ? » Plutôt que de se laisser enfermer dans la « fausse nouvelle approche du voisinage », rhétorique « révélatrice d'une vision ethnoculturelle de l'Europe », il importe de construire un véritable ensemble humain car : « Les sociétés d'outre Méditerranée, notamment celles du Maghreb, vivent notre histoire et nos débats (comme l'affaire du « voile » en France) en temps réel ; elles sont à nos fenêtres, mais notre porte leur est fermée. Combien de temps le verrou résistera t-il encore ; et à quel prix ? ». Une utopie refondatrice pourrait être de proposer un élargissement de l'Europe vers le Sud.

Le partenariat euro- méditerranéen, comme le souligne ici Thierry Fabre, est sans cesse apparu comme un processus à la fois « dissymétrique et subordonné »,. Aussi peut-il être considéré, dix ans après son lancement, comme profondément dans l'impasse. Ensablé, comme hier le dialogue euro- arabe, contesté, de l'intérieur comme de l'extérieur, le partenariat euro- méditerranéen ne semble pas être une réponse adaptée aux défis géopolitiques de notre temps. Une véritable refondation est donc nécessaire car « le grand défi de notre génération politique est de faire l'Europe non plus sans la Méditerranée mais avec la Méditerranée. »

Face aux peurs réciproques, qui conduisent invariablement vers le repli, pourquoi ne pas relever les défis qui s'annoncent et chercher ainsi à inventer un avenir commun, entre Europe et Méditerranée ?